



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 19 octobre 2022

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
198^e année
20 octobre 2022
n° 36 / 7969^e
pages 1801 à 1848

CHRONIQUE / Responsabilité civile

Qu'est-ce qu'un dommage corporel ?
Retour sur une notion-clé du droit de la responsabilité civile
> *Jonas Knetsch*

1815

ÉDITORIAL

1801 Variations sur le thème du principe majoritaire, *Phillippe Jestaz*

ACTUALITÉS

- 1804 Garantie de conformité (domaine) : exclusion des contrats de louage d'ouvrage
- 1804 Transport aérien (indemnisation) : opération comprenant plusieurs compagnies
- 1804 Société par actions simplifiée (statuts) : portée des actes extra-statutaires
- 1804 Sociétés anonymes (actions de garantie) : fonds commun de placement
- 1806 Testament (nullité) : incapacité de lire du testateur
- 1810 Enseignant-chercheur (indemnité) : exercice d'une profession libérale

POINTS DE VUE

- 1811 Réforme du droit des contrats spéciaux : abrogeons le dépôt irrégulier !, *Antoine Touzain*
- 1813 Les communiqués du Conseil d'État, *Xavier Mignot*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1822 **Chronique** : Bi-catégorisation des sexes et compétitions sportives : vers la fin d'un dogme ?, *Julie Mattiussi*
- 1828 **Panorama** : Droit bancaire, *Didier R. Martin et Hervé Synvet*
- 1838 **Notes** : Peut-on pratiquer un test d'*affectio societatis* sur son conjoint ?, note sous *Com. 21 sept. 2022*, *Bruno Dondero*
- 1842 Cautionnement et application anticipée de la réforme des sûretés : excès de zèle ?, note sous *Civ. 1^{re}, 20 avr. 2022*, *Charlotte Guillard*

ENTRETIEN

- 1848 Grégoire Leray – Le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé est une liberté fondamentale



Version numérique incluse*



322236



9 1782993 222362

DALLOZ

Lefebvre Dalloz

Recueil Daloz

31/35 rue Froidevaux
75685 PARIS CEDEX 14
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
Fax 01 40 64 54 66
www.daloz.fr - recueil@daloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
SÉVILIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESAUX,
BÉNÉDICTE FAUVAQUEL-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALIE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

- RÉDACTION

Maelle HARSOUËT DE KERAVEL (5379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque - Crédit - Garantie Vpérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat - Responsabilité Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Veronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, *Directrice*

80 avenue de la Mame - 92541 Montrouge Cedex

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@daloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTHIER, *Responsable*

Tél. : 01 41 05 29 62

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 840 € HT (857,54 € TTC)

Étranger : 906 € HT

Prix au numéro : 37,78 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1022 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Octobre 2022

Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : 31-35, rue Froidevaux Paris 14 •

RCS Paris 572 195 550

Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z

TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même par tielle, de tout élément pub. lit. dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Philippe Jestaz

Variations sur le thème
du principe majoritaire

1801

ACTUALITÉS

1804 DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Garantie de conformité (domaine) ;
exclusion des contrats de louage d'ouvrage,
Civ. 3^e, 12 oct. 2022

Contrat d'affaires

Transport aérien (indemnisation) ;
opération comprenant plusieurs compagnies,
CJUE 6 oct. 2022

Société et marché financier

Société par actions simplifiée (statuts) ;
portée des actes extra-statutaires,
Com. 12 oct. 2022

Sociétés anonymes (actions de garantie) ;
fonds commun de placement,
Com. 12 oct. 2022

1805 DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Assurance (accident de la circulation) ;
montant de l'offre d'indemnisation,
Civ. 2^e, 6 oct. 2022

Assurance (garantie) ;
résiliation suivie de la souscription
d'un nouveau contrat, Civ. 3^e, 12 oct. 2022

Vente d'immeuble (nullité) ;
restitutions et indemnisation,
Civ. 3^e, 12 oct. 2022

Famille-Personne-Succession

Testament (nullité) ;
incapacité de lire du testateur,
Civ. 1^{er}, 12 oct. 2022

Succession (créancier successoral) ;
portée de l'extinction de la dette,
Civ. 1^{er}, 12 oct. 2022

1806 DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Réseau électrique (raccordement) ;
autorité administrative compétente,
Civ. 3^e, 12 oct. 2022

Maison individuelle (contrat) ;
chiffage des travaux et révision du prix,
Civ. 3^e, 12 oct. 2022

1807 DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Étranger (séjour irrégulier) ;
rétention de ressortissants de pays tiers,
CJUE 6 oct. 2022

1808 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Confiscation (bien) ;
protection du propriétaire de bonne foi,
Crim. 5 oct. 2022

Mineur (administrateur ad hoc) ;

faits incestueux, Crim. 11 oct. 2022

Extradition (procédure) ; mécanismes
de coopération et d'assistance mutuelle,
Crim. 11 oct. 2022

Extradition (Convention européenne) ;
application à la Russie, Crim. 11 oct. 2022

1810 DROIT PUBLIC

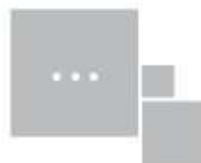
Droit administratif

Enseignant-chercheur (indemnité) ;
exercice d'une profession libérale,
CE 28 sept. 2022

1810 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Médiation (inscription d'un avocat) ;
risque de conflit d'intérêts,
Civ. 2^e, 6 oct. 2022



POINTS DE VUE

1811 Réforme du droit des contrats spéciaux :
abrogeons le dépôt irrégulier !
par Antoine Touzain

1813 Les communiqués du Conseil d'État
par Xavier Mignot



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1815 Qu'est-ce qu'un dommage corporel ?
Retour sur une notion-clé
du droit de la responsabilité civile
par Jonas Knetsch

1822 Bi-catégorisation des sexes et compétitions
sportives : vers la fin d'un dogme ?
par Julie Mattiussi

NOTES

1838 Peut-on pratiquer un test d'affectio societatis
sur son conjoint ?, note sous Com. 21 sept. 2022
par Bruno Dondero

1842 Cautionnement et application anticipée de la réforme
des sûretés : excès de zèle ?, note sous Civ. 1^{re}, 20 avr. 2022
par Charlotte Guillard

PANORAMA

1828 Droit bancaire
juillet 2021 – juillet 2022
par Didier R. Martin et Hervé Synvet



ENTRETIEN

1848 Grégoire Leray – Le droit de vivre
dans un environnement équilibré et respectueux
de la santé est une liberté fondamentale

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr



QUESTION PRATIQUE

LES SANCTIONS DES FAUTES DE GESTION DU DIRIGEANT

Un point du Pr Jullian sur la variété des sanctions prévues par le droit des sociétés ou des procédures collectives

27



www.efl.fr



À LA UNE

Concurrence - Les principales nouveautés issues du dernier règlement européen sur les accords verticaux

20

Sociétés - Précisions inédites sur la revendication de la qualité d'associé par le conjoint commun en biens

4

Commentaire - Lanceurs d'alerte : les entreprises d'au moins 50 salariés doivent actualiser leur procédure interne

24



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Revendication de la qualité d'associé par le conjoint commun en biens
- 5 - Garantie de passif : prise en charge des indemnités dues à un salarié
- 6 - Désignation d'un mandataire ad hoc au sein d'une société
- 6 - Assemblée spéciale des porteurs d'actions de préférence non cotées
- 7 - Date limite de rétroactivité d'une fusion

Entreprise en difficulté

- 8 - Plan de cession : étendue de la garantie de l'auteur de l'offre en cas de substitution
- 9 - Exercice de l'action en comblement de passif
- 10 - Constitution de partie civile en cas de banqueroute

Contrats

- 10 - Obligation d'information du vendeur d'un site industriel
- 11 - Contestation de la validité d'une transaction homologuée
- 12 - Action de l'acheteur en cas d'inconstructibilité d'un terrain à bâtir
- 12 - Rupture du contrat d'agence commerciale
- 13 - Qualification d'agent commercial

Finances de l'entreprise

- 14 - Aide « gaz et électricité »
- 15 - Devoir de vigilance de la banque

Biens de l'entreprise

- 16 - Etat des risques : informations dues par le bailleur et le vendeur
- 17 - Déplafonnement du loyer du bail renouvelé en cas de travaux réalisés par le locataire
- 18 - Bail d'habitation : validité du congé

Concurrence

- 18 - Appropriation d'informations confidentielles d'un concurrent

Commentaires

- 20 - Les principales nouveautés issues du dernier règlement européen sur les accords verticaux
- 24 - Lanceurs d'alerte : recueil des alertes internes

Veille

- 31 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



27

LES SANCTIONS DES FAUTES
DE GESTION DU DIRIGEANT

Revue Lamy de la concurrence

Actions indemnitaires et application dans le temps de la directive « damages » : d'un monde à l'autre

Boris RUY et Zoé ALLAIT

- Complexité du cadre législatif et implication des autorités publiques :
quelles conséquences en droit des ententes ?
Karin-Amélie JOUVENSAL
- Les mystères de l'exception agricole en droit européen de la concurrence (1^{re} partie)
Lucas BETTONI
- La protection de l'environnement et les aides aux entreprises en difficulté :
la logique de suspicion
Cheik GALOKHO
- L'articulation jurisprudentielle d'impératifs environnementaux antagoniques :
quand la préservation de la biodiversité protégée s'oppose (ou non) au développement
d'énergies renouvelables (1^{re} partie)
Dorian GUINARD

120 | MENSUEL
OCTOBRE 2022

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen
& Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble
Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice
de l'Union européenne

Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascale IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université
de Montpellier I, CREAM/IUF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la
concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaël MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union
européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à
l'Université de Perpignan Via Domitia, Avocat,
AARPI RGR Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Président, Directeur de la publication :

Hubert Chemla

Directrice des Éditions :

Sylvie Duras

Rédactrice en chef :

Chloé Mathonnière - 01 85 58 31 75

chloe.mathonniere@wolterskluwer.com

A participé à ce numéro :

Jérémy BERLEMONT, Céline GARNIER

Éditeur : Wolters Kluwer France

SAS au capital de 14.500.000 €

Siège social : 7, rue Emmy Noether, 93400

Saint Ouen - Tél. : 01 85 58 30 00

RCS Bobigny 480 081 306

Siret : 48008130600148

TVA FR 55 480 081 306

Associé Unique :

Holding Wolters Kluwer France

N° Commission Paritaire : 1226 T 85786

N° ISSN : 1770-9377

Dépôt légal : à parution

Abonnement annuel : 862,74 € TTC

Prix au numéro : 78,43 € TTC

Service clients : contact@wkf.fr

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

Imprimerie DUPLIPRINT :

2 rue Descartes, 95330 Domont



Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC N°2011-SKM-PEFC-43

Eutrophisation : Ptot 0,006 kg / tonne

Cette revue peut être référencée de la
manière suivante : RLC 2022/120, n° 4305
(année/n° de la revue, n° du commentaire)

Crédit photos : Getty Images

Sommaire

FOCUS P. 4

- Renvoi à la Commission d'une opération de concentration sous les seuils : l'acquisition de Grail par Illumina interdite
Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

- Contrôle des concentrations P. 6
- Pratiques anticoncurrentielles P. 7
- Procédure P. 9
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 9
- Commande publique P. 11

ÉCLAIRAGE P. 13

- Actions indemnitaires et application dans le temps de la directive « damages » : d'un monde à l'autre
Boris RUY et Zoé ALLAIT

ANALYSE P. 17

- Les mystères de l'exception agricole en droit européen de la concurrence (1^{re} partie)
Lucas BETTONI

ÉTUDE P. 25

- La protection de l'environnement et les aides aux entreprises en difficulté : la logique de suspicion P. 25
Cheik GALOKHO
- L'articulation jurisprudentielle d'impératifs environnementaux antagoniques : quand la préservation de la biodiversité protégée s'oppose (ou non) au développement d'énergies renouvelables (1^{re} partie) P. 30
Dorian GUINARD

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 35

- Complexité du cadre législatif et implication des autorités publiques : quelles conséquences en droit des ententes ?
Karin-Amélie JOUVENSAL

Contrats Concurrence Consommation - Octobre 2022 - n° 10

Contrats Concurrence Consommation Octobre 2022, n° 10

Repère	
■ Federal Trade Commision	
L'antitrust pour sauver le Metaverse ?	9
Alertes	
Focus	
■ Contrôle des concentrations	
Application rarissime de l'exception de « l'entreprise défaillante » par l'Autorité de la concurrence	34
Veille	
■ Assurance emprunteur	
Précisions sur l'entrée en vigueur de la suppression du questionnaire médical pour la souscription d'une assurance emprunteur	35
■ Aides d'État	
Les lignes directrices SEQE concernant les aides d'État sont complétées	36
Veille des textes	
■ Journal Officiel	
Du 1er juillet au 1er septembre 2022	37
Chronique	
■ Pratiques restrictives de concurrence	
Actualité du droit des pratiques commerciales déloyales	4
Étude	
■ Rupture brutale de relations commerciales établies	
L'indemnisation des frais fixes non supportés par la victime d'une rupture brutale, une concession nécessaire (Cass. com., 11 mai 2022, n° 21-11.337)	12
Commentaires	
Contrats	
■ Cession de contrat	
L'article 1216 nouveau du Code civil est arrivé devant la Cour de cassation	148
■ Contrat d'entreprise	
L'entrepreneur est-il tenu envers le maître de l'ouvrage d'une garantie des vices cachés de la chose qu'il a fabriquée ?	149
■ Vices du consentement	
L'éligibilité à un dispositif de défiscalisation peut être une qualité substantielle d'un bien vendu	150
■ Vente	
Vente unique de plusieurs locaux commerciaux distincts : aucun des preneurs commerciaux ne peut se prévaloir du droit de préemption prévu à l'article L. 145-46-1 du Code de commerce	151
Concurrence : Distribution et protection du concurrent	
■ Agent commercial	
Définition prétorienne de la faute grave privant l'agent de son indemnité de fin de contrat	152
Faute grave de l'agent commercial	153
■ Contrat de franchise	
Les informations portant sur le nombre et les raisons des départs du réseau sont déterminantes du consentement du franchisé	154
■ Contrat de distribution exclusive	
Contrat de distribution exclusive : dommages et intérêts en cas d'inexécution	155
■ Pratiques restrictives de concurrence	
Contrôle de la disproportion manifeste : renvoi d'une QPC au Conseil constitutionnel	156
Concurrence : Protection du marché	
■ Concentration	
Le Tribunal de l'Union conforte l'analyse de la Commission européenne de l'article 22 du règlement sur les concentrations	157

■ **Pratiques anticoncurrentielles**

L'article 102 du TFUE, le réseau de distribution et la notion d'« unité économique » 158

■ **Concentration**

L'affaire Veolia Suez au Royaume-Uni : la CMA demande à son tour d'importantes cessions d'actifs 159

Consommation

■ **Contrat de consommation**

Médecin concluant un contrat d'hébergement dans un hôtel : professionnel ou consommateur ? 160

■ **Contrat hors établissement**

Connaissance des vices affectant le bon de commande et exécution volontaire du contrat : la Cour de cassation affirme clairement sa position ! 161

■ **Protection du consommateur**

Les incidences en droit de la consommation de l'adoption de la loi dite « pouvoir d'achat » 162

Formule

■ **Clause de vente à l'essai**

La clause de vente à l'essai 9

© LexisNexis SA

La Semaine Juridique Edition Générale - 17 Octobre 2022 - n° 41

La Semaine Juridique Edition Générale 17 Octobre 2022, n° 41

La Semaine du droit	
■ Édito	
Les juges consulaires savent-ils lire ?	1144
Les Acteurs	
■ Crimes et délits	
CIIVISE : mieux protéger les enfants	1145
Libres propos	
■ Ouvrage	
Lire la Constitution	1146
L'Aperçu rapide	
■ Justice	
Le 10e rapport de la CEPEJ 2022 est arrivé !	1147
Civil et procédure civile	
■ Adoption	
L'ordonnance portant refonte formelle de l'adoption est publiée	1148
■ Procédure civile d'exécution	
L'ordonnance d'injonction de payer ne constitue pas un titre exécutoire dont l'exécution est soumise à une prescription décennale	1149
■ Procédure civile	
L'expert désigné dans une procédure judiciaire doit restituer aux parties les pièces qui lui ont été confiées	1150
■ Diffamation	
Diffamation pour des propos produits devant une juridiction : indemnisation possible pour les allégations étrangères à l'instance	1151
■ Journal Officiel	
Journal officiel du 6 au 12 octobre 2022	1152
■ Cour de cassation	
Arrêts P de la Cour de cassation du 26 septembre au 2 octobre 2022	1153
■ Assurances	
Indemnité d'assurance due indépendamment de la possession frauduleuse de l'assuré sur le bien sinistré	1154
Affaires	
■ Concurrence	
Le règlement relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique est publié	1155
Pratiques anticoncurrentielles : la Commission modifie certaines règles européennes	1156
■ Journal Officiel	
Journal officiel du 6 au 12 octobre 2022	1157
■ Cour de cassation	
Arrêts P de la Cour de cassation du 26 septembre au 2 octobre 2022	1158
Social	
■ Licenciement	
Mise en œuvre d'un PSE et procédure de reconnaissance d'une UES	1159
■ Transports	
Détachement de salariés roulants ou navigants dans le domaine des transports : publication de l'ordonnance de transposition du droit de l'UE	1160
■ Journal Officiel	
Journal officiel du 6 au 12 octobre 2022	1161
■ Cour de cassation	
Arrêts P de la Cour de cassation du 26 septembre au 2 octobre 2022	1162
Public et fiscal	
■ Journal Officiel	

Journal officiel du 6 au 12 octobre 2022	1163
■ Conseil d'État	
Arrêt A du Conseil d'État du 26 septembre au 2 octobre 2022	1164
International et européen	
■ Droit à la vie	
Encadrement conventionnel d'une euthanasie active	1165
■ Droit à la vie privée et familiale	
Surpondération du critère de la gravité de l'infraction	1166
■ TVA	
Un exemple où la neutralité fiscale prime l'interprétation stricte des exonérations de TVA	1167
■ Transports aériens	
Vol avec correspondance et réservation unique : le droit à indemnisation vaut aussi si le retard intervient hors de l'Union	1168
■ Crimes et délits	
Cour suprême du Canada : agression sexuelle et préservatif	1169
■ Santé publique	
Santé mentale au travail : nouvelles directives mondiales	1170
■ Accès au territoire national	
Au mépris de l'État de droit, le refus de rapatrier des familles françaises de djihadistes	1171
■ Union européenne	
Les banques centrales des États de la zone euro peuvent exercer d'autres fonctions sous réserve du respect de l'interdiction du financement monétaire et de leur indépendance	1172
En région	
■ Procédure civile	
Une erreur pour une leçon	1173
■ Universités	
Faire face quoi qu'il advienne !	1174
La Semaine de la doctrine	
L'Étude	
■ Internet	
Le Digital Service Act : permanence des acteurs, renouvellement des qualifications	1175
La Chronique	
■ Régimes matrimoniaux	
Régimes matrimoniaux	1176
La Vie des Idées	
■ Assurances	
L'indemnisation des rançons : un paradoxe insolvable	1177
La Semaine du praticien	
Informations professionnelles	
■ Avocats	
Impossibilité pour le juge de l'honoraire de se référer à un taux de rémunération non visé dans le débat	1178
Un avocat ne peut produire en justice des pièces couvertes par le secret professionnel sauf exception	1179
■ Appel	
Effet dévolutif de l'appel et procédures sans représentation obligatoire	1180
■ Avocats	
Invasion de l'Ukraine : des restrictions applicables aux avocats dans le 8e paquet de sanctions	1181

La Semaine Juridique Edition Générale - 17 Octobre 2022 - n° 41 - n° hors-série

La Semaine Juridique Edition Générale 17 Octobre 2022, n° 41 - n° hors-série

États généraux de la justice civile

■ Justice

La justice civile dans tous ses états	40000
La justice civile dans tous ses états. Allocution d'ouverture	40001
La justice civile dans tous ses états. Introduction	40002

État de la justice civile

■ Introduction	40003
■ Table ronde 1 : État de l'institution. La relation de la justice aux pouvoirs politiques	40004
■ Table ronde 1 : État de l'institution. Face à la désaffection des fonctions civiles et de la première instance : comment inverser la tendance ?	40005
■ Table ronde 1 : État de l'institution. L'office de protection du juge civil, une anomalie ?	40006
■ Table ronde 2 : État de l'Administration. Introduction	40007
■ Table ronde 2 : État de l'Administration. La construction d'une équipe juridictionnelle pluridisciplinaire	40008
■ Table ronde 2 : État de l'Administration. Quelques réflexions et propositions pour redonner vie à la justice !	40009

État des procédures civiles

■ Table ronde 3 : État de l'accès aux procédures. Introduction	40010
■ Table ronde 3 : État de l'accès aux procédures civiles. La place des avocats dans les MARD et l'action du Conseil national des barreaux pour faciliter l'accès aux MARD dans le cadre de la procédure civile	40011
■ Table ronde 3 : État de l'accès aux procédures civiles. Réformes de la procédure civile : vers une révolution judiciaire tant attendue ?	40012
■ Table ronde 3 : État de l'accès aux procédures civiles. Ce qu'aller en justice veut dire. Les conclusions du rapport Sauvé, au miroir des attentes citoyennes	40013
■ Table ronde 4 : État de la gestion des procédures. Introduction	40014
■ Table ronde 4 : État de la gestion des procédures. Comment mieux juger à l'aune du rapport Sauvé : retour sur une réflexion collective de Droit & Procédure	40015
■ Table ronde 4 : État de la gestion des procédures. Non aux réformes de gestion des flux en procédure civile ! Le rapport du comité des États généraux de la justice donne-t-il le la ?	40016
■ Table ronde 4 : État de la gestion des procédures. État de la gestion des procédures civiles : la « césure »	40017

La Semaine Juridique Entreprise et Affaires - 13 Octobre 2022 - n° 41

La Semaine Juridique Entreprise et Affaires 13 Octobre 2022, n° 41

Échos de la pratique

■ Banque

3 QUESTIONS - Actualité des droits intéressant l'environnement bancaire et financier 835

■ Droit économique

Repenser le modèle des dispositifs de soutien à l'exportation pour renforcer leur efficacité 836

■ Bibliographie

L'administration de l'État 837

Code des baux 838

■ Données chiffrées

Médiation du crédit : troisième trimestre 2022 839

Actualités

Affaires

■ Arbitrage

La convention d'arbitrage international est autonome du contrat principal et de la loi choisie pour le régir 840

■ Concurrence

Pratiques restrictives de concurrence et responsabilité du professionnel : le Conseil constitutionnel conforte le législateur 841

Pratiques anticoncurrentielles : accès aux documents relatifs à la clémence et à la transaction 842

Pratiques anticoncurrentielles : la Commission modifie certaines règles européennes 843

■ Énergie

Plan de sobriété énergétique 844

Sobriété énergétique : engagements des secteurs du commerce et du tourisme 845

Extinction des publicités lumineuses entre 1h et 6h du matin 846

■ Entreprise en difficulté

Action des commissaires aux restructurations et à la prévention des difficultés des entreprises : bilan 847

■ Environnement

Plastiques à usage unique : la France n'a pas complètement transposé la directive 848

■ Infractions économiques

Lanceurs d'alerte : modalités d'établissement des procédures internes de recueil et de traitement des signalements 849

■ Marché public

Exécution des contrats de la commande publique : circulaire 850

■ Numérique

Paquet espace numérique : feu vert définitif pour le DSA 851

■ Propriété littéraire et artistique

Logiciel : le titulaire est recevable à agir en contrefaçon en cas de violation des clauses de la licence ! 852

■ Protection du consommateur

Vers une application du droit de rétractation aux associations ? 853

■ Société

Garantie de passif lors d'une cession de parts et requalification de contrats de mission irréguliers : qui du cédant ou du cessionnaire doit indemniser ? 854

Social

■ Sécurité sociale

Les mesures concernant les entreprises dans le PLFSS 2023 855

■ Contrat de travail

« Complément d'heures » pour le salarié à temps partiel : les employeurs avertis du risque de requalification en contrat à temps plein 856

Détachement de salariés roulants ou navigants dans le domaine des transports : publication de l'ordonnance de transposition du droit de l'UE 857

Fiscal

■ **Fiscalité des entreprises**

La date de la première année d'activité, pour le calcul de la CFE, s'apprécie dès l'entrée en jouissance du fonds de commerce 858

■ **Taxe sur la valeur ajoutée**

S'il contient les informations nécessaires pour écarter le risque de fraude, un contrat peut être regardé comme une facture ouvrant droit à déduction de la TVA 859

Études et commentaires

Affaires

■ **Entreprise en difficulté**

Banqueroute : intéressantes précisions substantielles et procédurales 1332

De la nécessité de connaître la situation patrimoniale du dirigeant poursuivi au titre de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif sous peine du rejet de la demande 1333

■ **Contrats commerciaux**

Le contrat d'adhésion à l'aune du système économique 1334

■ **Commande publique**

La modification des contrats de la commande publique en cas de circonstances imprévisibles : entre liberté contractuelle et insécurité juridique 1335

■ **Contrats et obligations**

La perpétuité d'une location de matériels informatiques 1336

■ **Banque**

Droit du taux d'intérêt 1337

■ **Contentieux**

Préjudice financier lié à une fraude bancaire et compétence du forum actoris 1338

Social

■ **Frais de transport**

Prise en charge des frais de transport domicile/lieu de travail 1339

Fiscal

■ **Intégration fiscale**

Une provision pour dépréciation de titres de participation ne peut être « déneutrialisée » en cas de dissolution du groupe avant sa reprise 1340

La Semaine Juridique Entreprise et Affaires - 20 Octobre 2022 - n° 42

La Semaine Juridique Entreprise et Affaires 20 Octobre 2022, n° 42

Échos de la pratique

■ Concurrence

3 QUESTIONS - La protection juridique des événements face au marketing d'embuscade 860

■ Numérique

Concurrence sur les marchés numériques : publication d'un Compendium 861

■ Bibliographie

Droit constitutionnel 862

Code de la consommation 863

■ Données chiffrées

ACPR : chiffres de la banque et de l'assurance 2021 864

Actualités

Affaires

■ Infractions économiques

Anti-corruption : Lady Justice surveille l'application extraterritoriale d'Uncle Sam 865

■ Assurance

Sanction de la négligence de l'assureur : doublement du taux de l'intérêt légal 866

■ Construction

Contrat de construction de maison individuelle et sanction du défaut de chiffrage des travaux 867

■ Entreprise

Un rapport sénatorial émet 11 recommandations pour sécuriser et simplifier les transmissions d'entreprises 868

■ Entreprise en difficulté

Le débiteur ne peut former appel principal contre le jugement rejetant la demande de report de la cessation des paiements et celle-ci s'apprécie à la date de report envisagée 869

Contestation de créance et respect du délai pour saisir la juridiction compétente en cas de procédure d'arbitrage 870

Procédure de conciliation : interprétation extensive de l'obligation de confidentialité 871

■ Expert-comptable

Sous-traitance de travaux comptables sans détention de la qualité d'expert-comptable : la Cour de cassation caractérise un exercice illégal de la profession 872

■ Protection du consommateur

Les conditions dans lesquelles le démarchage téléphonique des consommateurs est autorisé sont précisées 873

La garantie légale de conformité inapplicable au contrat de fourniture et de pose de parquet 874

■ Société

Modalités de révocation du directeur général d'une SAS 875

SRD 2 : l'ESMA consulte sur la mise en œuvre de la directive 876

■ Transport aérien

Vols avec correspondances assurés par différents transporteurs : indemnisation possible des passagers en cas de retard important 877

Social

■ Accident du travail et maladie professionnelle

AT-MP : l'action en contestation par l'employeur du taux d'IPP se prescrit par 5 ans 878

■ Discrimination

Neutralité dans l'entreprise versus non-discrimination des travailleurs : nouvelles précisions de la Cour de justice 879

■ Protection sociale

Redressement Urssaf : de l'importance de recourir à une méthode de calcul régulière 880

Fiscal

■ Fiscalité des entreprises

Constitutionnalité du précompte au titre de la redistribution de dividendes issus de filiales établies en France ou dans des États situés hors UE 881

Facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la TVA et transmission des données de transaction	882
■ Fiscalité internationale	
Cadre de transparence applicable aux cryptoactifs	883
■ Taxe sur la valeur ajoutée	
La sous-participation constitue une prestation de services dans le champ d'application de la TVA, mais exonérée en tant qu'opération de crédit	884
Études et commentaires	
Affaires	
■ Société	
L'autorité de régulation et la hiérarchie des normes	1341
■ Redressement judiciaire	
Quelle voie de recours contre le jugement constatant la bonne exécution du plan ?	1342
■ Protection du consommateur	
Contrats conclus à distance : la nécessité de prouver l'existence d'un système organisé	1343
■ Droit des entreprises	
Assurance - Responsabilité civile - Chute sur le sol glissant d'un supermarché - Responsabilité de la société exploitant le magasin	1344
■ Sûretés	
Droit des sûretés	1345
■ Banque	
Virement et saisie de compte bancaire : un cocktail explosif	1346
Un contrat de prêt conclu entre deux entreprises en violation du monopole bancaire reste valable sur le plan civil et ne peut être annulé	1347
■ Bail commercial	
Le preneur à bail commercial n'a pas de droit de préférence en cas de cession unique de locaux commerciaux distincts	1348
■ Droit d'auteur	
Mesures de blocage ordonnées à l'encontre d'une bibliothèque clandestine	1349
■ Droit des affaires	
Bail commercial - Bailleur - Responsabilité - Conséquences de l'interdiction d'ouvrir le snack au public durant l'état d'urgence sanitaire	1350
Social	
■ Contentieux	
Contrôle URSSAF : une absence de date de fin de contrôle dans la lettre d'observations vicie-t-elle la procédure ?	1351
Fiscal	
■ Trésorerie	
Décisions SAP : à quelle date rechercher l'intérêt de l'entreprise participante à une gestion centralisée de trésorerie ?	1352

Revue de Droit bancaire et financier - Septembre 2022 - n° 5

Revue de Droit bancaire et financier Septembre 2022, n° 5

Repère	
■ Réforme du droit des contrats spéciaux	
Réforme du contrat de prêt : un projet perfectible	5
Alertes	
Focus	
■ AMF	
Pistes de réflexion concernant l'encadrement du pouvoir d'influence des réseaux sociaux	112
■ Impôt à taux zéro	
L'impôt à taux zéro	113
Veille	
■ Règlement Benchmark	
Réponses à la consultation de la Commission sur l'actualisation du règlement Benchmark	114
■ Réforme du droit des contrats spéciaux	
Consultation ouverte sur l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux	115
■ Supervision	
Orientations de l'EBA sur les critères d'exemption des exigences de liquidité	116
■ Finance durable	
ESAs : 1er rapport annuel relatif à la publication volontaire des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité	117
■ BCE	
La BCE publie une étude sur l'impact des chocs climatiques sur la stabilité financière	118
■ Union européenne	
Politique monétaire de l'UE : lancement de l'instrument de protection de la transmission	119
■ Services de paiement	
La Task force nationale de lutte contre les arnaques publie son nouveau guide de prévention et appelle à la vigilance face aux fraudes et escroqueries	120
■ Système de paiements	
Orientations conjointes de la BRI et de l'OICV sur les dispositifs de Stable Coins	121
■ ACPR	
L'ACPR publie une étude sur les acteurs numériques de la finance	122
■ Comptes bancaires	
L'ACPR et la DGCCRF formalisent le cadre de leur coopération dans un protocole visant à renforcer la coordination de leurs actions en matière de protection de la clientèle des secteurs de la banque et de l'assurance	123
■ Banque de France	
La baisse des demandes de médiation du crédit se poursuit	124
■ Banque centrale des Pays-Bas	
La Banque centrale des Pays-Bas utilise désormais la plateforme MAPS pour ses opérations de marché	125
■ BCE	
BCE : résultats du test de résistance aux risques climatiques	126
■ Services de paiement	
Décision de l'EBA relative à la notification des incidents dans le cadre de la DSP 2	127
■ Entreprise d'investissement	
Orientations de l'EBA à l'intention des établissements concernant les politiques et pratiques de rémunération neutres du point de vue du genre	128
■ EBA	
Rapport annuel 2021 de l'EBA	129
■ Directive LCB/FT	
Orientations de l'EBA sur les missions du responsable de conformité	130
■ BCE	

BCE : enquête sur l'accès des entreprises au financement dans la zone euro	131
■ ACPR	
Financement participatif : les intermédiaires auront une année de plus pour se mettre en conformité avec le nouveau cadre juridique	132
■ ESMA	
L'ESMA met à jour le manuel de déclaration ESEF	133
■ TRACFIN	
Rapport TRACFIN 2021	134
■ Produits financiers	
L'AMF et l'ARPP renforcent leur collaboration en faveur d'une publicité claire et responsable dans le domaine des produits financiers	135
■ AMF	
Cartographie 2022 des marchés et des risques de l'AMF : inflation et endettement au menu	136
Différé de publication d'information privilégiée pour les établissements de crédit : l'AMF applique les orientations de l'ESMA	137
L'AMF actualise sa précédente publication sur l'évolution du marché monétaire	138
Évaluation du caractère approprié et exécution simple dans la directive MIFID II : l'AMF applique les orientations de l'ESMA	139
■ CJUE	
La jurisprudence de la CJUE : source grandissante du droit bancaire, 21 octobre 2022	140
Veille législative	
■ Veille des textes	
Du 18 juin 2022 au 12 septembre 2022	141
Veille des publications	
■ Veille des publications	142
Chronique	
■ Droit bancaire international	
Chronique de droit bancaire international	3
Études	
■ Réglement Régime Pilote	
Le règlement européen sur le régime pilote : l'innovation réglementaire pour les infrastructures de marché en blockchain face au défi de sa mise en œuvre	10
■ Prêt à une personne morale de droit public	
Prêt à une personne morale de droit public : le conundrum de l'usure	11
Commentaires	
Droit bancaire	
■ Monopole bancaire	
Monopole bancaire (article L. 511-7, I, 1° du Code monétaire et financier) : un tour de vis... pour rien ?	128
■ Crédit immobilier	
Condition résolutoire et pluralité d'emprunteurs	129
Prescription : qualité de consommateur	130
■ Prêt en devises	
Obligation de transparence : clause abusive et devoir de mise en garde	131
■ TEG	
Période de préfinancement	132
■ Cautionnement	
Portée du caractère accessoire du cautionnement	133
Responsabilité de la banque envers la caution	134
Disproportion du cautionnement	135
Compensation en matière de cautionnement	136

Preuve de l'exécution de l'obligation annuelle d'information	137
■ Surendettement	
Surendettement et clause résolutoire	138
Surendettement et compensation	139
■ Recouvrement de créances	
Titre exécutoire et signification	140
■ Juge de l'exécution	
Juge de l'exécution et retrait litigieux	141
■ Saisie immobilière	
Saisie immobilière et dénonciation du commandement	142
Saisie immobilière et réitération des enchères	143
■ Procédures collectives	
Appréciation de la preuve de la créance déclarée par le juge-commissaire	144
■ Juge-commissaire	
Compétence juridictionnelle en présence d'une créance contestée	145
■ Interdiction des paiements	
Conditions de la compensation entre créances connexes	146
■ Admission des créances	
Rectification d'erreur matérielle d'une décision d'admission	147
■ Revendication et restitution	
Action en restitution de meubles engagée avant le jugement d'ouverture	148
■ Devoir de vigilance	
Vers un devoir de vigilance européen : proposition de directive de la Commission européenne	149
Droit financier	
■ Fonds de capital investissement	
La fin de vie des fonds de capital investissement à destination des particuliers	150
■ Gestion collective	
Fonds commun de titrisation : l'assignation délivrée au débiteur par la société de gestion vaut information	151
■ Fonds d'investissement alternatif	
Qualification d'un FIA	152
■ Finance durable	
La notion de durabilité pénètre toujours davantage la réglementation relative aux sociétés et aux opérateurs des marchés financiers	153
■ Autorités européennes de surveillance	
Autorités européennes de surveillance	154
■ Intelligence artificielle	
Mesure de soutien à l'innovation	155
Dossier	
■ Finance Verte	
La finance verte	40
« La gestion d'actifs à l'interface de l'information extra-financière » (cadre juridique interne de la finance durable)	41
Le cadre juridique européen de la finance durable	42
■ Obligations vertes	
Obligations vertes, obligations sociales, obligations durables et obligations liées au développement durable	43
■ Finance Verte	
La finance verte : les prêts verts ou liés au développement durable(sustainability linked loan)	44
Table ronde : l'avenir de la finance verte	45
Conclusion générale	46

Revue des procédures collectives - Septembre 2022 - n° 5

Revue des procédures collectives Septembre 2022, n° 5

Repère	
■ Cadres de restructuration préventive	
Droit de l'insolvabilité et des procédures de restructuration préventive : une harmonisation au milieu du gué !	5
Alertes	
Focus	
■ Médiation Nationale du Crédit	
La Médiation nationale du crédit, TMA France, Action Prévention, le CNGTC et la Clinique de la crise en soutien aux entreprises	20
■ Actualité jurisprudentielle	
15 avril 2022 – 15 juin 2022	21
Veille	
■ Guide des procédures collectives	
Guide des procédures collectives	22
■ Procédures amiables et collectives	
Procédures amiables et collectives	23
■ Code des procédures civiles d'exécution	
Code des procédures civiles d'exécution 2023	24
■ Code du travail	
Code du travail 2023	25
■ Droit des sociétés	
Droit des sociétés	26
■ Couleur et droit	
Couleur et droit	27
Veille des textes	
■ Veille des textes	
Du 15 juillet au 30 septembre 2022	28
Entretien	
■ Réalisation de l'actif	
Histoire d'une vente aux enchères publiques inespérée de droits incorporels au tribunal de commerce de Lyon	1
Étude	
■ Cautionnement	
L'efficacité du cautionnement à l'épreuve du traitement de l'insolvabilité : les règles relatives à la discipline collective, un moyen de défense potentiel pour la caution	9
Commentaires	
Droit européen et international des procédures collectives	
■ Action annexe	
L'action fondée sur l'article L. 1224-1 du Code du travail n'est pas une action annexe à la procédure d'insolvabilité	69
■ Compétence	
Application dans le temps du règlement 2015/848	70
Le lieu d'établissement de la société déclarée en faillite, critère de compétence pour l'action en responsabilité extracontractuelle introduite par le syndic à l'encontre de la société « grand-mère » de la société débitrice	71
Compétence exclusive de la juridiction saisie d'une demande d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité principale en cas de transfert ultérieur du COMI	72
■ Déclaration de créance	
La production de créances du syndic de la procédure principale au sein d'une procédure secondaire est soumise à la loi applicable à cette dernière procédure	73
■ Garantie des salaires	
La circonstance qu'un salarié exerce une fonction de direction sociale ne le prive pas de la protection offerte	74

par la directive 2008/94/CE

■ **Instances en cours**

Instance en cours en France à l'égard d'un assureur danois en faillite au Danemark 75

■ **Compétence**

Refus d'ouverture d'une procédure collective par une juridiction française sur le fondement de l'article 14 du Code civil 76

■ **Exequatur - Office du juge**

Exequatur en France de la décision du juge monégasque condamnant un dirigeant à combler le passif 77

Plans

■ **Adoption du plan de continuation**

Créances antérieures déclarées : tout dans le plan, rien en dehors du plan 78

■ **Contenu du plan de cession**

Portée de l'engagement relatif au maintien de l'emploi sans mention de durée 79

Droit social

■ **Contrat de travail - Cumul avec un mandat social**

Sort du contrat de travail en cas de nomination du salarié en qualité de mandataire social dans la même entreprise 80

■ **Créance salariale**

C'est à l'employeur de prouver le paiement d'une prime 81

■ **Créance sociale**

Déclaration de créance des organismes de sécurité sociale 82

■ **Licenciement - Procédure**

Aucune obligation pour l'employeur d'informer le salarié de son droit à demander des précisions sur les motifs de son licenciement 83

■ **Licenciement économique**

Contestation devant le juge judiciaire du licenciement d'un salarié protégé en cas de transfert d'entreprise 84

Juge compétent en cas de litige concernant l'ordre des licenciements prévu dans un PSE 85

Licenciement économique lié à la sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise 86

Notion de difficultés économiques 87

Portée de la lettre énonçant le motif économique de la rupture avant l'acceptation du contrat de sécurisation professionnelle 88

■ **Obligation de reclassement**

Portée de l'obligation de reclassement 89

■ **Plan de sauvegarde de l'emploi**

Pertinence d'un PSE 90

Dossier

■ **Créancier muni de sûreté**

Le créancier muni de sûreté face à la procédure collective : quelles nouvelles règles du jeu ? 27

Le créancier muni de sûreté face à la procédure collective : quelles nouvelles règles du jeu ? 28

■ **Garants**

Les règles substantielles en faveur des garants 29

La charge procédurale du créancier et du garant en droit des entreprises en difficulté 30

■ **Sûreté réelle pour autrui**

Le créancier face à la procédure du garant réel pour autrui 31

■ **Plan de sauvegarde ou de redressement**

Le traitement des créanciers privilégiés dans les classes de parties affectées 32

■ **Gage-espèces**

Le créancier cessionnaire 33

■ **Nantissement de créance**

Le créancier nanti sur créance et titres financiers face aux procédures collectives 34

■ Apport de trésorerie	
Les privilèges des apporteurs de trésorerie	35
■ Répartitions	
La réécriture du rang des créanciers : une nouvelle donne ?	36
■ Créanciers munis de sûretés	
Créancier muni de sûreté face à la procédure collective : les nouvelles règles du jeu ?	37
Fiche pratique	
■ Prêt de restructuration des besoins en fonds de roulement	
Le prêt de restructuration des besoins en fonds de roulement	4
Table ronde	
■ Difficulté des entreprises	
La protection du débiteur en droit comparé	3

Revue Internationale de la Compliance et de l'Éthique des Affaires - Octobre 2022 - n° 05

Revue Internationale de la Compliance et de l'Éthique des Affaires Octobre 2022, n° 5

Éditorial

■ Programme de conformité

Changement d'ère... 206

Actualités

Focus

■ GAFI

Le GAFI considère que des progrès restent à accomplir s'agissant de la mise en œuvre de traçabilité des transactions sur actifs virtuels 207

Veille

■ Compliance et éthique des affaires - France

La Cour de cassation juge qu'une enquête interne maladroite et partielle constitue un manquement de l'employeur à son obligation de sécurité 208

■ AFA

Publication par l'AFA de deux guides pratiques relatifs à la prévention et la détection des atteintes à la probité dans le monde du sport 209

Publication par l'AFA du guide pratique sur les risques d'atteintes à la probité en matière de cadeaux et invitations 210

■ Europe

Allemagne : proposition d'une loi sur la protection des lanceurs d'alerte 211

■ Hongrie

Hongrie : annonce de la création d'une autorité de lutte contre la corruption 212

■ Pologne

Pologne : amendement par le gouvernement prévoyant l'administration judiciaire des biens sanctionnés et des rachats d'actifs 213

■ Union européenne

UE : accord du Parlement européen pour l'inclusion du gaz et du nucléaire au sein des énergies « vertes » 214

UE : appel à destination de l'Ukraine pour l'adoption de nouvelles réformes contre la corruption 215

UE : prolongation du cadre de sanctions ciblées concernant le Liban 216

UE : proposition par la Commission européenne de suspension des fonds destinés à la Hongrie 217

■ International

États-Unis : la banque Wells Fargo condamnée à verser 22 millions de dollars de compensation après le licenciement d'un lanceur d'alerte 218

■ États-Unis

États-Unis : nomination par le département d'État d'un nouveau coordinateur mondial de la lutte contre la corruption 219

États-Unis : publication par l'IFAC d'un plan d'actions pour lutter contre la criminalité économique et la corruption 220

États-Unis : publication par le contrôleur financier du Texas de la liste des institutions financières boycottant les compagnies pétrolières 221

États-Unis : recrutement par le DOJ d'un expert en matière de programmes de conformité des entreprises 222

États-Unis : renforcement par le BIS de sa politique en matière d'amendes et de restrictions d'exportations de technologies sensibles 223

■ ETUDE

Monde : publication d'une étude par le cabinet Hogan Lovells sur les difficultés d'intégration par les entreprises des questions ESG dans leur programme de conformité 224

■ Rapport

Monde : publication d'un rapport sur les litiges liés au changement climatique 225

■ Qatar

Qatar : la Coupe du monde de football récompensée pour ses pratiques responsables malgré les 226

controverses

■ **Royaume-Uni - SFO**

Royaume-Uni : critique de la directrice du SFO dans l'enquête sur l'affaire de corruption Unaoil 227

■ **Russie**

Russie : Air Liquide annonce le retrait de ses activités en Russie 228

Russie : annonce de nouvelles interdictions d'entrée sur son territoire pour des citoyens européens et américains 229

■ **Entreprises et droits humains - France**

Vigilance climatique : 3e benchmark de l'ONG Notre Affaire à Tous 230

■ **Europe**

Allemagne : lignes directrices pour l'application de la loi allemande sur le devoir de vigilance 231

■ **Projet de règlement européen**

Déforestation importée : proposition du Parlement européen 232

■ **Proposition de règlement européen**

Interdiction de produits issus du travail forcé : projet de règlement 233

■ **Luxembourg**

Luxembourg : signature du Pacte national « entreprises et droits de l'Homme » 234

■ **International**

Chine : rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme 235

■ **OIT**

Esclavage moderne : estimations mondiales de l'OIT 236

Chronique

■ **Sanctions & Contrôle des exportations**

An Update on EU Sanctions against Russia (May - September 2022) 237

Dossier

■ **Introduction**

LCB-FT et sanctions : enjeux de conformité et gestion des risques 238

■ **LCB-FT et sanctions : enjeux de conformité et gestion des risques**

La correspondance bancaire 239

L'entrée en relation à distance en matière de LCB-FT 240

Le renforcement progressif des exigences en matière de gel des avoirs dans un contexte marqué par une augmentation du risque terroriste 241

Atténuer les effets du de-risking, une équation délicate à résoudre ? 242

Commentaires

■ **Alerte**

Plateforme de signalement de la Cour des comptes ou l'introduction d'un régime spécial d'alerte 243

Cahiers pratiques

■ **Clauses « éthique »**

Clauses « éthique » 244

■ **Fraudes**

Fraudes et protection des données personnelles : quelques enjeux structurants 245

À la une

Clap de départ pour « Justice en France »

Conformément à la loi Confiance qui a autorisé et encadré la captation et la retransmission des procès, la nouvelle série documentaire mensuelle de France 3, diffusée à partir du 19 octobre 2022, propose une immersion au cœur de la justice du quotidien. Objectif : permettre aux Français d'en voir le fonctionnement pour mieux la comprendre.



© Morgane production

Doctrine

La transmission des actes en procédures civiles d'exécution à l'aune de la profession de commissaire de justice : révolution professionnelle ou continuité procédurale ?

étude par Abdoul YATERA

Technique

Le travail de nuit

par Steven RIOCHE

Jurisprudence

Le président du tribunal judiciaire, juge des spoliations : ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945

note par Marc MIGNOT
sous Cass. 2^e civ., 14 sept. 2022

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• **Élodie MULON**

Avocate au barreau de Paris, associée, Mulon Associés

• **Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES**

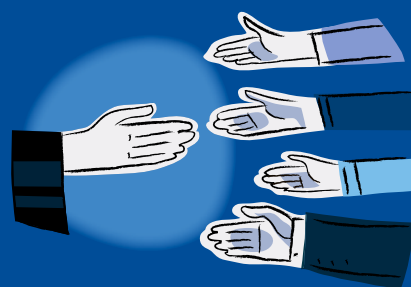
Avocate au barreau de Paris, associée, BWG Associés

• **Guillaume BARBE**

Avocat au barreau de Paris, associé, ARPEGE

AVEC LA PARTICIPATION DE

Linda AIT MADI, Prisca BLARD, Emmanuelle BONBOIRE-BARTHÉLÉMY, Marion BONNET, Philippa BOUVEAU, Mathilde CHANRION, Menthine DELATTRE, Roxane DESURMONT, Emma DILLY, Bérangère DIOT, Marion GALVEZ, Pauline GOURDON, Emmanuelle HUBY, Samia MAAKOUF, Alice MUNCK-BARRAUD, Rahima NATO-KALFANE, Margaux PFISTER, Charlotte ROBBE, Isabelle ROME, Clara SCHLEMMER, Jennifer TERVIL, Agathe WEHBÉ et Kimberley ZAROUKIAN



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2022

* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 540,11 € TTC
Recueils + table seuls : 525,82 € TTC
Journal, recueil + table : 723,89 €
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 609 €
Journal, recueil + table : 819 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097
ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution
Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2021, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL441e9 ■ Clap de départ pour « Justice en France » 3
- GPL441m9 ■ Recrutement : les avocats privilégient la stratégie à court terme 5
- GPL441j9 ■ « Notre réflexion s'articulera autour de la famille dans sa globalité »
entretien avec Émilie CHANDLER 7


Doctrine

- GPL441e7 ■ La transmission des actes en procédures civiles d'exécution à l'aune de la profession de commissaire de justice : révolution professionnelle ou continuité procédurale ?
étude par Abdoul YATERA 9

Technique

- GPL441i6 ■ Le travail de nuit
par Steven RIOCHE 14

Jurisprudence

- GPL441k0 ■ Le président du tribunal judiciaire, juge des spoliations :
ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945
note par Marc MIGNOT sous Cass. 2^e civ., 14 sept. 2022 18
- GPL440y6 ■ Responsabilité civile des dirigeants sociaux :
la détermination des critères de la faute séparable des fonctions
note par Anthony TARDIF sous Cass. com., 7 sept. 2022 22
- GPL440y7 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 25
- GPL441a8 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 29
- GPL441g6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne
des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 32
- GPL440w7 ■ Chronique de jurisprudence de droit des sûretés
par Christophe ALBIGES et Marie-Pierre DUMONT <https://lext.so/GPL440w7> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL441h7 ■ Nathalie Lailier, bâtonnière de Caen 33

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

Sous la responsabilité scientifique de

Élodie MULON, Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES et Guillaume BARBE

34